



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2009/0660
GIDIC : 0522-00328
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010, autorisant Monsieur Pierre-Yves OLIVIER à exploiter au lieu-dit « Le Moulin Hesry » à Bréhand, un élevage avicole de 57 600 animaux équivalents volailles de chair (76 800 emplacements de coquelets) ;
- VU** la demande présentée le 17 août 2018 et complétée les 28 septembre 2018 et 2 octobre 2018, par Monsieur Pierre-Yves OLIVIER, en vue d'effectuer à Bréhand au lieu-dit "Le Moulin Hesry" :
- l'extension de l'élevage avicole en multi-production pour 116 800 emplacements, la construction d'un poulailler de volaille de chair de 2 048 m², d'un hangar de compostage de 720 m², d'un local technique et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 15 octobre 2018 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des inventaires des zones humides réalisés sur le bassin versant du Gouessant, à partir de 2015, un fossé d'écoulement présent sur le site de l'installation a été classé en cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que les bâtiments en projet doivent être implantés à distance réglementaire des habitations des tiers et des cours d'eau ;

CONSIDERANT que le hangar de compostage doit être suffisamment dimensionné pour permettre à l'exploitant de mettre en oeuvre le processus complet de compostage dans de bonnes conditions;

CONSIDERANT que les fumiers produits sur l'installation doivent être intégralement transformés en engrais ou amendements organiques conformes à la norme NFU 42-001 et/ou NFU 44-051 et que 67% des produits doivent être commercialisés par une société prestataire de service;

CONSIDERANT que le Plan de Valorisation des Effluents et de Fertilisation des cultures présenté par l'exploitant dans son dossier atteste de sa capacité à respecter l'équilibre de la fertilisation azotée sur les terres qu'il exploite;

CONSIDERANT que la démarche de réexamen IED a été déposée en parallèle du dépôt du dossier objet du rapport;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont modifiées comme suit :

"1. 1. - Monsieur Pierre-Yves OLIVIER, ci après dénommé l'exploitant, demeurant au lieu-dit «Le Moulin Hesry » à BREHAND est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à Bréhand au lieu-dit «Le Moulin Hesry », à moins de 35 mètres d'un cours d'eau, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 116 800 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 21 622 UN/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place de poulet léger = 1 emplacement	116800	Emplacements
2111	1)	A	Élevage, vente, etc;... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				

A : (autorisation); E : (enregistrement); DC (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
			DECISION D'EXECUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION

Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6. 6 a)	du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil pour l'Élevage intensif de volailles ou de porcs
---	------	---------	---

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'installation	Section	Parcelles
BREHAND	Élevage avicole	ZH	N°s 4, 5 et 112

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - Aménagement des bâtiments :

- 2. 1. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 4 400 m².
- 2. 1. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.
- 2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
- 2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.
- 2. 1. 5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2. 2. - Sécurité :

- 2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m² équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances".

Article 3 : Prescriptions relatives à la fabrication et à la commercialisation de produits normalisés

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont modifiées comme suit :

"L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une installation de compostage en annexe de son élevage. Ce procédé vise l'obtention d'un produit conforme à une norme d'application obligatoire en vue d'être mis sur la marché.

3. 1. - Le produit obtenu doit répondre aux critères imposés par la **norme NFU 42-001 et/ou la norme NFU 44-051**.

3. 2. - Pour la mise en oeuvre du procédé, l'exploitant dispose d'une fumière couverte d'une surface de 720 m² dont le sol est bétonné et qui dispose de trois murs en béton branché sur une hauteur de 2. 5 mètres.

Cet équipement est entretenu et ne doit pas générer d'écoulements vers le milieu naturel.

3. 2. 1. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3. 2. 2. - La hauteur maximale des stocks de produits finis est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la hauteur maximale des andains ne doit pas dépasser 3 mètres, sauf exception dûment justifiée et après accord de l'inspection des installations classées.

3. 2. 3. - La durée d'entreposage sur le site des produits doit être limitée aux capacités de stockage existantes sur l'installation.

3. 2. 4. - L'exploitant dispose de matériels nécessaires à la mise en oeuvre du procédé de compostage soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3. 3. - Contrôle et suivi du compostage

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3. 3. 1. - Le process doit respecter un minimum de deux retournements après la mise en place des andains initiaux et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.

3. 3. 2. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage,
- les dates d'entrée en compostage,
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport le cas échéant,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates de deux retournements d'andains,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où l'exploitant bénéficie d'un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3. 3. 3. - Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3. 3. 4. - Pour les composts qui sont non-conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord préalable de l'inspection des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre.

3. 4. - Utilisation du compost

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts produits sur l'installation doivent être conformes à une norme rendue d'application obligatoire, soit conformément aux éléments du dossier conformes à la norme NFU 42-0001 et/ou la norme NFU 44-051.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications des normes définies ci-dessus en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

Pour ce faire, l'exploitant met en place les étiquetages, procédures de contrôles et analyses nécessaires définies dans la norme d'application obligatoire retenue et définies par ailleurs dans tous les textes réglementaires applicables relatifs à la mise sur le marché de produits normalisés et/ou de sous-produits animaux.

Pour chaque lot de fabrication, l'exploitant doit disposer d'une analyse attestant de la conformité à la norme retenue du compost commercialisé. Cette analyse doit impérativement être réalisée préalablement à la commercialisation de chaque lot de fabrication.

3. 5. - Gestion des flux -Traçabilité

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou le transfert vers une installation classée au titre de la rubrique n° 2780 de 402 tonnes de compost par an soit 11 628 unités d'azote.

Cette convention précise :

- les obligations de l'exploitant - producteur,
- les conditions de reprise,
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspection des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale des produits normalisés.

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt.

Un enregistrement des cessions à la société citée dans la convention de reprise doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de compost entre l'exploitant, le transporteur et la société qui assure la reprise précisant :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- la dénomination de l'exploitant,
- les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des composts et de proposer une mesure alternative.

En cas de dysfonctionnement momentané de l'installation de compostage, le fumier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage. Le service des installations est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de compostage, de réduction du plan d'épandage des composts après saturation des capacités de stockage, une mesure alternative ou transitoire conforme à la réglementation doit être proposée par l'exploitant. A défaut, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage".

Article 4 : Prescriptions épandage sur céréales

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont modifiées comme suit :

"L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral".

Article 5 : Prescription particulière

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont modifiées comme suit :

"Un talus de terre à hauteur d'environ 1, 5 mètres est implanté le long du chemin qui borde le poulailler nommé P3 dans le dossier installation classée pour la protection de l'environnement annexé au présent arrêté.

Le talus est, à minima, implanté sur toute la longueur de la partie latérale Est du bâtiment P3.

Dans le cadre des futures inspections qu doivent être réalisées sur l'installation, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement doit pouvoir demander l'implantation d'un écran de verdure dense sur le talus".

Article 6 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Bréhand pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Bréhand pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Article 7 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Bréhand et le directeur départemental

de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

- 6 NOV. 2018

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

